



Petit manuel de combat contre les idées de l'extrême droite



L'extrême droite combat les droits des travailleuses, travailleurs, des privé-e-s d'emplois et des retraité-e-s et leurs organisations démocratiques. C'est une mouvance politique anti-démocratique aux « racines racistes et fascistes », qui a toujours été du côté des puissants de ce monde, contre les peuples. L'extrême droite est donc l'ennemie de la CGT.

Le Front National (FN) dispose de plus en plus de représentations, de délégations et de responsabilités dans les communes, départements et régions. Confrontés à des attitudes, des propos et des actes contraires à nos revendications, nous inscrivons ce combat dans notre démarche quotidienne de débats avec les salarié-e-s pour démasquer la réalité du programme de l'extrême droite. Leur programme est contraire aux intérêts des salarié-e-s, anti-syndical et de « préférence nationale ».

Cette notion d'essence éminemment raciste du FN vise à diviser les salariés et à détourner la colère de ceux qui devraient au contraire se rassembler pour lutter ensemble contre les vrais privilégiés qui accaparent les richesses produites.

L'absence de réponse aux revendications des travailleuses et des travailleurs de la part du gouvernement, des partis politiques qui soutiennent les reculs sociaux voulus par le MEDEF, engendre une co-responsabilité de ces organisations dans la situation que nous vivons qui fait grandir l'influence électorale du FN.

Les idées d'extrême-droite, portées parfois par d'autres doivent être combattues sans faille.

La construction de revendications, le développement des luttes sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail, la défense de notre protection sociale pour gagner des avancées sociales immédiates sont indispensables pour mettre fin à l'austérité et défendre et promouvoir l'égalité des droits pour toutes et tous. En gagnant un autre partage des richesses, nous améliorerons notre quotidien pour vivre et travailler ensemble, nous ferons reculer les idées de l'extrême droite.

Sommaire :

Page 1 : Édito
Page 2 : L'extrême droite et la CGT
Pages 3 à 5 : l'extrême droite dans les institutions
Pages 6 et 7 : L'extrême droite contre la Culture
Pages 8 et 9 : L'extrême droite contre l'Éducation
Page 10 : L'extrême droite réécrit l'Histoire, la mouvance identitaire à la manette
Pages 11 et 12 : L'extrême droite est antisociale et anti-syndicale
Pages 13 et 14 : Des outils pour combattre les idées de l'extrême droite
Page 15 : Uni-e-s contre l'extrême droite
Page 16 : La FERC-CGT lutte...
Annexe : « 4 pages » Extrême droite : l'imposture sociale



L'extrême droite et la CGT

Selon un sondage IFOP pour l'Humanité, réalisé suite au premier tour des élections Régionales du 6 décembre 2015, 27 % des sympathisant-e-s CGT auraient voté pour le FN (26 % des sympathisant-e-s CFDT et 34 % des sympathisant-e-s FO). Est-ce à dire que le syndicalisme, et en particulier celui de la CGT, serait un terreau favorable aux idées de l'extrême droite ? Outre le fait que comme tout sondage, celui-ci comporte une part d'ambiguïté (en l'espèce, que signifie la notion de « sympathisant » ?), faire de la CGT un terreau au développement de l'extrême-droite et de ses idées est tout simplement ignorer ses positions claires et sans aucune ambiguïté.

Néanmoins, nous ne pouvons ignorer la présence d'adhérent-e-s de la CGT, soit membres d'un parti d'extrême-droite, soit sympathisant-e-s ou encore militant-e-s. Dans de telles situations, la réponse de la CGT a toujours été très claire : les valeurs de la CGT et celles de l'extrême-droite sont totalement opposées, il n'est donc pas acceptable d'avoir des adhérent-e-s de la CGT qui propagent des idées de haine.

DECLARATION DE LA CGT

suite au premier tour des élections régionales du 6 décembre 2015 :
Le Front national : un danger pour le monde du travail et la démocratie.

Le premier tour des élections régionales a permis à l'extrême droite de réaliser un triste record : près de 4,1 millions de voix obtenues lors des élections départementales de mars 2015, le FN triple son score des élections régionales de 2010. Il récolte plus de 6 millions de voix et est en tête dans 6 régions sur 13. L'abstention reste très élevée, notamment chez les jeunes : c'est 1 électeur sur 2 en moyenne qui ne s'est pas déplacé. Ces résultats sont encore une fois le signe de la grave crise démocratique et sociale que traverse notre pays et sur laquelle la CGT ne cesse d'alerter. Le chômage et la précarité atteignent des records. La mise en concurrence des territoires accentue les inégalités et la relégation. L'absence de réponse au dumping social généré par la mondialisation capitaliste et par les impasses des politiques libérales et austéritaires menées en Europe offre un boulevard au repli nationaliste et à la préférence nationale. Ce qui est en cause, ce sont les promesses non tenues et la démission du politique face au marché. La fuite en avant dans la dérive sécuritaire est une impasse qui conduit à normaliser le discours de l'extrême droite.

Il y a urgence à ce que les leçons soient tirées par le gouvernement qui a renié ses promesses, comme par l'ensemble des partis républicains. Le syndicalisme est aussi interpellé par ce résultat. La CGT, pour ce qui la concerne, renforcera son travail de terrain et de proximité.

Le Front National n'est pas un parti comme les autres et constitue une grave menace pour la démocratie et le monde du travail. La CGT le combat parce que son approche est fondée sur l'inégalité, en fonction des nationalités, des origines, des religions, des couleurs ou des sexes. Le FN divise et met en opposition le monde du travail et fait ainsi le jeu du patronat. Il porte un projet de régression sociale, et notamment l'austérité avec la suppression d'un fonctionnaire sur deux dans les collectivités territoriales. Dans les collectivités qu'il dirige, le FN s'attaque à la culture, aux associations et aux droits des femmes et casse le lien social. Il remet en cause notre système de solidarité en portant la suppression des cotisations sociales. Il menace les libertés durement conquises par les travailleurs, la liberté d'expression au travail comme dans la société, la liberté de la presse ou encore la liberté de mobilisation et d'organisation. La CGT appelle à mettre en échec partout le Front National sur ses prétentions électorales et ses objectifs politiques et sociaux.

La CGT continuera à faire vivre la déclaration unitaire intersyndicale de juin 2015 « Vivre ensemble, travailler ensemble » et amplifiera le débat avec ses syndiqués et les salariés.

Il y a urgence à ouvrir des perspectives de progrès social en France, en Europe et dans le monde. Plus que jamais, la CGT appelle les salariés à s'organiser et à se mobiliser ensemble pour défendre leurs droits et leurs libertés et mettre de nouvelles conquêtes sociales à l'ordre du jour.



L'extrême droite dans les institutions

L'extrême-droite ne dirige aucun Département ni Région, mais elle dirige des mairies (33, pour plus de 460 000 habitant-e-s au total) et le nombre de Conseillers Départementaux et Régionaux d'extrême-droite est très important.

Les compétences des collectivités locales ne sont pas négligeables. Outre le fait que ces collectivités sont des employeurs (et nous verrons plus loin que le FN n'est pas un « employeur modèle »...), un certain nombre d'orientations importantes dans le social, la formation initiale et professionnelle... en dépendent. C'est plus qu'un « laboratoire » des idées du FN, c'est de leur mise en œuvre et des conséquences directes et négatives pour la population dont nous parlons. De fait, même là où il ne dirige pas directement, le FN sera en capacité d'influer sur les décisions politiques.

Le FN est depuis longtemps un parti politique ancré dans le jeu institutionnel et médiatique, malgré son discours officiel de « victime ». C'est ainsi que Steeve Briois, maire FN d'Hénin-Beaumont, a été désigné, par un « panel de journalistes », « élu local de l'année 2014 ». Sa distinction lui a été remise au sein même de l'Assemblée nationale. Julien Sanchez, maire FN de Beaucaire a, lui, été décoré par l'Association des Maires de France au nom des habitant-e-s de sa commune par la « Marianne du civisme »...

Les autres partis politiques ont d'ailleurs intégré de faire du FN un « parti comme les autres ». Comment expliquer sinon que Joris Hébard, maire FN du Pontet, ait été élu vice-président du Conseil d'Agglomération du Grand Avignon, avec la totalité des voix de droite et 3 voix du PS et du PCF ?

Le Conseil Départemental du Gard a désigné le FN pour le représenter dans des collèges de Verzège et Vauvert... et lorsque l'on s'oppose à cela par une manifestation, le FN met en place une milice, sans réaction du Conseil Départemental.

Témoignages de Conseils d'Administration de collèges et lycées...

La première action pour les camarades confronté-e-s à ce type de situation, symbolique mais importante, a consisté à saluer oralement et poliment le représentant du FN, sans lui serrer la main et en lisant une déclaration. Cela a suffi à beaucoup énerver le maire FN de Beaucaire, mais aussi celui d'Hayange.

A partir de là, les camarades ont choisi deux stratégies : soit siéger, soit de ne pas siéger en présence du FN. Dans les deux cas, les camarades ont noté des difficultés pour maintenir une unité des personnels, les représentants du FN proposant en effet un discours « lissé » qui donne l'apparence du soutien aux personnels. De ce fait, certain-e-s collègues décident finalement de siéger et lorsqu'ils siègent en présence du FN les échanges sont parfois normalisés (laissant souvent la ou le militant-e- de la CGT prendre seul-e- l'initiative d'un discours clair).

On voit donc là l'importance de la présence de militant-e-s CGT pour organiser une réponse cohérente et claire sur le fond...



Dans les deux cas, les autres partis politiques justifient leur attitude par un « respect du vote des électeurs » et une volonté d'avoir une représentation « proportionnée » des forces politiques en présence. Ces aspects sont importants, on ne dira jamais assez que le système électoral français gagnerait en démocratie avec une meilleure prise en compte des réels rapports de force politiques. Mais ce discours fait aussi du FN un parti banal, il laisse de fait de côté la particularité d'un parti aux racines racistes et fascistes. D'ailleurs Nicolas Sarkozy parle du FN comme d'un « *parti républicain* ».

Et même si ce n'est pas à proprement parler une « institution », le fait que Marion Maréchal-Le Pen, députée FN, soit invitée à l'Université d'été de la Sainte-Baume (organisée par l'évêque de Fréjus-Toulon) participe de son ancrage dans les réseaux du pouvoir en France.

Du fait de l'organisation territoriale de la France, des membres du FN se retrouvent à siéger dans diverses instances politiques décisionnelles.

L'Éducation nationale est particulièrement touchée par cela, avec des prérogatives qui peuvent être importantes : par exemple, les Régions ont la charge de la carte de la formation professionnelle initiale et continue...

Deux villes "laboratoires du FN" de 1995 à 2008.

De 1997 à 2002, Vitrolles (13) est administrée par le couple Mégret. Bruno Mégret inéligible fera élire son épouse, mais sera l'auteur d'une gestion qualifiée par certains de « totalitarisme municipal » sur la culture, les finances de la ville et l'action sociale. Les Mégret font fermer en 1997 le Sous-marin, une salle de concerts qui appartenait à la mairie, lieu symbole de résistance. Animé par des jeunes engagés à Ras l'Front et soutenu par Noir Désir et Louise Attaque, il servait de camp de base à tous ceux qui voulaient en découdre avec les fachos ! Ils s'attaqueront également au cinéma d'art et d'essai "Les Lumières", et tenteront d'installer un multiplexe commercial.

Mais l'idéologie frontiste se développe sans complexe. En juin 1997, une secrétaire du lycée Pierre-Mendès-France (déjà défendue par un certain maître Gilbert Collard) avait refusé d'inscrire Sofia Touzaline cette jeune fille née en France de parents algériens.

Un camarade de la FSU en témoigne dans son livre : Vitrolles, un laboratoire de l'extrême droite et de la crise de la gauche (1983-2002) - Gérard Perrier - Editions Arcane 17 - 2014

A Marignane commune limitrophe, elle aussi gagnée par le FN en 1995, la politique associative est dans le viseur. Ainsi, l'association Eclat, composée de jeunes d'origine maghrébine, est accusée d'être politisée. Les subventions qu'elle recevait pour l'organisation de matchs de football et l'aide aux devoirs scolaires ont été réduites de 75% et son local a été supprimé. Dans le même temps, Fraternité française, l'association caritative du FN, s'installait à Marignane, en présence de Jean-Marie Le Pen, dans un local spécialement réhabilité par la municipalité.

Dans ces 2 communes, déjà à l'époque, la fin des « repas de substitution » dans les cantines scolaires avaient été orchestrée, mais à Marignane, le Conseil municipal décide, le 24 juin 1996, de réserver les cantines scolaires aux seuls enfants dont les deux parents peuvent prouver qu'ils travaillent ! Quant à la bibliothèque municipale elle supprime les abonnements aux quotidiens *Libération* et *La Marseillaise* et à l'hebdomadaire *L'Événement du jeudi*, pour les remplacer par trois publications proches de l'extrême droite : *Présent*, *Rivarol*, *National-Hebdo*. L'achat de certains ouvrages par la bibliothèque municipale sera refusé « pour des raisons économiques ». En revanche, début 1997, soixante-quinze livres rédigés par des auteurs du FN ou d'extrême droite sont commandés sans que les bibliothécaires en aient été avertis!

Preuve s'il en est, que l'éducation et la culture sont des cibles dans le corpus idéologique du FN !



Des membres du FN siègent dans les Conseils d'Ecoles, et dans les Conseils d'Administration de Collèges et de Lycées. Dans nos syndicats nous avons à débattre de notre stratégie la plus efficace pour à la fois ne pas entrer dans un jeu de banalisation du FN, tout en étant très vigilant-e-s à ne pas laisser le FN faire ce qu'il veut.

S'agit-il de boycotter les représentants du FN ? Ou de les « marquer à la culotte » ?

La recette la plus efficace est le débat permanent avec les personnels pour combattre les idées et les actes de l'extrême droite. C'est collectivement que nous trouverons les réponses. Nous devons enfin convaincre de la nécessité de lutter contre le FN : or, quand 25 % des fonctionnaires ont voté pour le FN en 2015 (selon une étude de Sciences Po-Cevipof), convaincre est un défi !

Déclaration CGT Bourgogne-Franche-Comté (janvier 2015)

En décidant de nommer des représentant-e-s FN du Conseil Régional dans les Conseils d'administration des Lycées, la présidente Mme Dufay a certes pris ses responsabilités, mais cette décision ne convient pas à la CGT et à ses syndiqué-e-s, représentant-e-s des personnels enseignants et administratifs siégeant dans ces institutions.

La CGT rappelle que le FN n'est pas un parti comme les autres et qu'il constitue une grave menace pour la démocratie et le monde du travail. La CGT le combat parce que l'idéologie frontiste est fondée sur l'inégalité en fonction des nationalités, des origines, des religions, des couleurs ou des sexes, qu'il divise et met en opposition le monde du travail et fait ainsi le jeu du patronat. Toutes ces idées sont contraires aux valeurs de la CGT et n'ont rien à faire dans des établissements de l'Education nationale où les personnels s'efforcent de faire vivre les valeurs d'égalité, de solidarité et de fraternité et le vivre-ensemble. Nous rappelons que là où ils siègent déjà dans les Conseils d'administration, les élu-e-s FN se permettent d'insulter et d'invectiver librement, et de façon diffamatoire, les représentant-e-s syndicaux.

Pour toutes ces raisons, les Comités régionaux CGT Bourgogne Franche Comté, la CGT Educ'action des académies de Dijon et Besançon et la CGT des Conseils régionaux Bourgogne et Franche Comté, appellent à faire barrage à la présence des élu-e-s FN dans les conseils d'administration et à construire leur opposition selon les modalités voulues localement par ses représentant-e-s dans l'unité la plus large.



L'extrême droite contre la Culture

« Nous serons les soutiens d'une culture populaire où notre patrimoine et notre identité seront mises en valeur. »

« Nos monuments, notre histoire pétrifiée, qui sont à la fois notre mémoire et notre richesse, qui fascinent le monde entier, doivent être au cœur de notre projet régional. »

« Dix bobos qui font semblant de s'émerveiller devant deux points rouges sur une toile, car le marché de la spéculation a décrété que cet artiste avait de la valeur, n'est pas franchement ma conception d'une politique culturelle digne de ce nom. »

Marion Maréchal-Le Pen, députée FN

« Marseille, capitale européenne de la culture du cannabis » [qui promeut] « l'art dégénéré. »

[Il faut stopper ces expositions d'œuvres] « pédopornographiques. »

Stéphane Ravier, maire FN des 13ème et 14ème arrondissements de Marseille

Lors de son élection, Stéphane Ravier, maire FN des 13ème et 14ème arrondissements de Marseille, a créé une délégation « *aux affaires culturelles et à l'identité* ». Le maire FN de Beaucaire, Julien Sanchez, ayant lui décidé de retirer les subventions du centre socio-culturel Fernand Buisson. **Ces mesures inaugurales montrent une stratégie du FN qui mêle autoritarisme, voire coups d'éclats, et promotion de la « culture populaire ». Ainsi, les municipalités FN ont tout fait pour concilier festival estival grand public et initiatives identitaires (à l'aspect respectable) : cette politique culturelle vise les publics familiaux tout en permettant au FN de distiller son idéologie pernicieuse, celle de l'identité civilisationnelle.**

Bien entendu, il y a toujours des coups d'éclat, comme cette opération de « *nettoyage* », selon les propres mots de Julien Sanchez, du marché de Beaucaire pour en faire un « *marché provençal* » et donc virer les marchands d'origine maghrébine. Même stratégie pour la foire annuelle de Beaucaire, avec 170 emplacements retirés...

C'est encore Franck Briffaut, maire FN de Villers-Cotterêts, qui refuse la présentation de textes qui accompagnent des peintures et sculpture sur le thème « *Sur terre en mer* ». *La cause ? Un texte qui dit « Les monstres arrivent comme un montée des eaux » : « C'est un amusement d'atelier » [...] « Amusez-vous, cela symbolise ? La montée de l'extrême-droite ? »*

Ou encore Philippe de Beauregard, maire FN de Camaret-sur-Aigues, qui fait retirer les affiches du film « *La belle saison* » de Catherine Corsini en se justifiant : « *J'ai vu le film [qui] est émaillé de scènes érotiques en gros plan, je n'ai pas voulu en faire la promotion avec les moyens municipaux* ». Précisons que le film raconte une histoire d'amour homosexuelle...

Même camouflée derrière le paravent du « populaire », la Culture est pour le FN un outil d'exclusion. C'est l'identité civilisationnelle qui est alors promue. Ne soyons donc pas étonnés que Robert Ménard, maire apparenté FN de Béziers, organise une messe à l'occasion de la Féria dans sa ville, qu'il mette en place une crèche de Noël dans sa mairie (d'autres villes FN ont fait de même mais également des collectivités locales de droite comme le Conseil Général de Vendée ou la mairie de Melun). C'est Robert Ménard qui résume le plus cela en exigeant moins de Kébab dans sa ville... ce n'est pas dans sa culture, explique-t-il, ce n'est pas dans ses « *racines chrétiennes* »...



Stéphane Ravier, maire FN d'un secteur de Marseille ne dit pas autre chose lorsqu'il exige une carte nationale d'identité pour assister au spectacle de Noël organisé pour les enfants, expliquant qu'il existe « *dans cette ville et ce pays un processus de remplacement, de grand remplacement* », reprenant les propos de Renaud Camus, condamné en première instance en avril 2014 pour incitation à la haine raciale.

Marion Maréchal-Le Pen, députée FN, candidate aux élections régionales en Région PACA le dit avec clarté : elle annonce la création d'une vice-présidence à « *l'identité* » pour « *l'affirmation de nos traditions populaires et de notre héritage civilisationnel, notamment en installant des crèches dans l'ensemble des bâtiments de la Région en période de Noël* ».



**LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ,
NOUS SOMMES TOUS DES ÉTRANGERS !**



L'extrême droite contre l'Education

« Je tiens, en tant que Maire, à alerter le gouvernement et l'opinion publique sur le coût pour les contribuables et la répercussion sur le niveau des enseignements offerts à nos enfants de l'accueil d'élèves dits allophones » [...] « A Beaucaire (16 000 habitants), ce sont ainsi 22 nouveaux élèves étrangers ne parlant pas français que je suis contraint par la circulaire 2012-141 du 02/10/2012 d'accueillir dans les écoles de ma ville. » [...] [On voit arriver] « ces élèves, pour la plupart originaires du Maghreb [sic] et/ou de nationalité espagnole grâce à l'Europe passoire et laxiste en matière de naturalisations ou de droit du sol. »

Julien Sanchez, maire FN de Beaucaire

« La cause nationale que représente le redressement de l'École exige enfin que l'État soit pleinement rétabli dans sa souveraineté et qu'à lui seul revienne, au titre de l'intérêt supérieur de la Nation, de définir les finalités et les modalités d'une réforme en profondeur du système, dans le respect des spécificités de l'enseignement privé sous contrat ou hors contrat. »

Appel de création du Collectif Racine

Un des premiers gestes du FN a été de s'emparer des « repas de substitution » dans les cantines scolaires. Marine Le Pen, présidente du FN, annonçant que toutes les mairies FN les supprimeraient. Sous couvert de laïcité, c'est une mesure d'exclusion qui cible certains groupes déterminés. N'étant pas en capacité d'interdire l'entrée des écoles publiques d'élèves qui ne lui conviendrait pas, le FN agit sur ses prérogatives pour exclure de faire certains élèves. En l'espèce, ce sont les élèves de confession musulmane qui sont explicitement visés (Notons que les enfants de confession juive ou les enfants au régime alimentaire végétarien sont aussi victimes de cette discrimination). Ce sont ces mêmes élèves que vise Robert Ménard, maire apparenté FN de Béziers, lorsqu'il annonce qu'« il y a 64,6 % d'élèves de confession musulmane dans les écoles publiques de Béziers ». Avouant n'avoir pas la capacité de réaliser réellement un tel fichage, il explique avoir fait ses statistiques « grâce aux noms et prénoms ». Reculade ? Pas du tout, stratégie du « coup » visant à déclencher et alimenter une campagne idéologique. Visiblement, cela marche car un candidat déclaré à la primaire pour la présidentielle à droite a repris l'idée.

A Marseille, Stéphane Ravier, a fait suspendre l'atelier théâtre dans les écoles du secteur dont il est maire FN. En parallèle, les élus FN votent contre les budgets de réhabilitation des écoles. Un Conseil d'École est suspendu suite à des menaces individuelles d'un élu FN à l'encontre d'un enseignant et d'un directeur d'école. L'objectif de Stéphane Ravier ? Éradiquer les « métastases rouges des quartiers. » **On le voit, les relations entre les personnels de l'Éducation nationale et les élus FN sont parfois très tendues...** Nous reviendrons sur les insultes proférées par Julien Sanchez, maire FN de Beaucaire, à l'encontre d'enseignant-e-s ayant refusé de lui serrer la main lors d'un Conseil d'Administration d'un lycée. A un enseignant qui refuse lui-aussi de lui serrer la main, Robert Ménard, maire apparenté FN de Béziers, lui dira « petit con », avant d'annoncer vouloir le déplacer de « sa » ville et qu'il « mériterait une gifle ».

Le FN au pouvoir, ce sont aussi des mesures d'austérité. Ainsi, la municipalité FN de Beaucaire a fait fermer la « maison du vivre-ensemble » qui assurait l'aide aux devoirs. A Bollène, Marie-Claude Bompard, maire Ligue du Sud, fait diviser par deux le nombre d'ATSEM tout en annonçant que les sorties scolaires seraient désormais « assurées par la police municipale. »



A Béziers, peut-être que la « garde biterroise » pourrait être ainsi utilisée ?

En mai 2013, un collectif, le Collectif Racine, est créé, en soutien à Marine Le Pen, présidente du FN. Le FN, après avoir tenté vainement de créer des syndicats, et ayant du mal à s'infiltrer dans un milieu de l'Éducation plutôt rétive à ses idées, trouve l'ouverture dans un discours réactionnaire et autoritaire. Ce discours, du fait d'une dégradation constante des conditions de travail des personnels, est entendu par certains personnels : « Ce renoncement à l'autorité est imputable aux idéologies égalitaristes et libertaires ayant dominé ce qu'on a appelé la « pensée 68 ». De ces idéologies, le système scolaire a été, pour sa grande perte, le champ d'expérimentation. Mais si le « libertarisme scolaire » s'est fait, pour le pire, si efficient, c'est qu'il a servi de vecteur à la logique libérale et mondialiste. » On le voit, sous le paravent de ce qui peut apparaître comme une réponse aux difficultés de personnels (on propose plus « d'autorité »), un discours idéologique discriminant... On retrouve aussi dans les publications du Collectif Racine un usage de l'enseignement de l'histoire à des fins idéologiques explicites : « La notion de « roman » national possède une certaine pertinence : en attestent le strict respect de la chronologie, l'insistance sur des moments historiques charnières, la mise en avant de personnages emblématiques comme par exemple Jeanne d'Arc (érigée après 1870 en héroïne nationale car lorraine, paysanne, patriote jusqu'au sacrifice). » Dans le cadre de la réforme du collège de 2015, les pires poncifs coloniaux, avec des relents islamophobes, sont repris : « Les programmes d'histoire ont suscité une large réprobation car on touche au cœur de la problématique de la construction de la citoyenneté et de l'intégration. L'enseignement du Moyen-Âge et du christianisme facultatif et vu sous l'angle de l'histoire des mentalités, l'enseignement de l'islam obligatoire, la disparition du roman national et des « grandes heures » au profit d'une « histoire ouverte », le recensement insupportable de tous les crimes dont notre pays se serait rendu coupable... ». Ne parlons pas du côté sexiste de certains écrits : « La petite Najat fait du latin »...

Ce sont globalement les valeurs d'égalité et d'émancipation qui sont attaquées : « L'égalité républicaine, parce qu'elle s'est donc trouvée comprise à contresens, du fait particulièrement de certains sociologues influents – l'on pense principalement ici à Bourdieu et à ses disciples –, a accouché d'un monstre : l'égalitarisme, qui en est l'exacte contraire et plus aboutie des perversions. » Sous couvert d'égalité, c'est bien de sélection, de tri social et de discrimination - et au fond d'un refus de l'émancipation - dont nous parle le Collectif Racine : « Sur un plan culturel, c'est le relativisme, l'individualisme et l'hédonisme que révèle la non-sélection des élèves. [...] Le discrédit porté sur l'autorité et ceux qui la portent s'est nourri de l'expérience des régimes autoritaires du XXème siècle et surtout réductionnisme opéré par une tradition historiographique qui assimile l'autorité à l'autoritarisme, et le conservatisme aux fascismes. En tant que manifestation de l'autorité qui la légitime, la sélection est depuis vouée aux gémonies, à plus forte raison depuis que Bourdieu a fait triompher l'idée – elle aussi réductionniste – que la sélection serait l'outil de la reproduction sociale. »

Le Collectif n'a pas peur d'explicitier son rejet de l'autre. Pour preuve, concernant les « valeurs de la République » : « Plutôt que d'utiliser ce terme creux et vague, cette dépouille langagière qui sert de fourre-tout à la bonne conscience et au politiquement correct, rappelons-nous plutôt ce mot que la plupart des politiques trouvent maintenant démodé ou peut-être pas assez républicain, mais qui émeut encore : la France. » L'école défendue par l'extrême-droite ? Autoritarisme, vision rétrograde et réactionnaire des enseignements, utilisation idéologique de l'enseignement de l'histoire, refus du vivre-ensemble...



L'extrême droite réécrit l'Histoire, la mouvance identitaire aux manettes

« Malgré une situation financière très délicate, la France du Roi Louis XVI n'a pas hésité à engager un milliards de livres pour un combat pour la République, les principes démocratiques, mais surtout la liberté du Peuple américain. »

Jean-Etienne Lasande, maire FN de Cogolin

« J'espère que viendra le temps du Nuremberg du communisme ! »

Stéphane Ravier, maire des 13^e et 14^e arrondissements de Marseille

Les rapports de l'extrême droite avec l'Histoire sont dans une logique de réécriture pour correspondre à son idéologie identitaire. Ce n'est donc pas étonnant si Loïc Bouzat, responsable départemental de l'Aube du Front National Jeunesse (FNJ) s'en est pris à un militant CGT, professeur d'histoire-géographie... notre camarade venait d'organiser un colloque international sur la Commune de Narbonne. Le responsable du FNJ avait, par courrier envoyé au chef d'établissement du lycée Diderot à Narbonne, courrier rendu public par le FN, reproché à notre camarade de diffamer le FN dans ses cours, mettant en doute le devoir de neutralité de notre camarade. 4 ans après les faits, Loïc Bouzat a été condamné en première instance en 2015 pour dénonciation calomnieuse.

Ce rapport à l'Histoire, c'est aussi Franck Briffaut, maire FN de Villers-Cotterêt, qui célèbre la mémoire des soldats français de la guerre coloniale en Indochine, mais refuse la célébration de l'abolition de l'esclavage et s'oppose, en tant que conseiller départemental, à la réhabilitation des déserteurs de 1914/1918, *« ces fusillés [qui] ne l'étaient pas tous pour l'exemple. »* C'est Cyril Nauth, maire FN de Mantes-la-ville, par ailleurs professeur de lettres-histoire-géographie en lycée professionnel, qui interdit le dépôt d'une gerbe à la mémoire de la Déportation. C'est aussi Jean-Etienne Lasande, maire FN de Cogolin, qui baptise une place du nom de Maurice Barrès, fasciste de triste mémoire, ou Robert Ménard, maire apparenté FN de Béziers, qui débaptise la rue du 19 mars 1962 (fin de la guerre d'Algérie) en rue Hélie Denois de Saint-Marc, un militaire défenseur de l'Algérie française ayant participé au putsch du 21 avril 1961. La rue du 19 mars 1962 devenant à Beaucaire la rue du 5 juillet 1962 (en référence au massacre d'Oran). C'est enfin David Rachline, maire FN de Fréjus, qui baptise une stèle à la gloire de *« tous ceux qui sont tombés pour que vive la France en Algérie »* (sic).

Si l'idéologie identitaire est bien installée dans le FN, c'est que les militants identitaires en sont la colonne vertébrale. Ainsi, Marie Valsim, candidate FN à Cannes lors des élections départementales de 2015 peut tranquillement déclamer *« Je suis Charlie Martel »*. Antoine Ormains, candidat FN à Angers aux élections départementales de 2015, explique que *« le FN est un parti qui conjugue différentes branches, il n'y a pas qu'une ligne et heureusement que la branche identitaire peut exister aussi »*. Frédéric Robert, président du Bloc identitaire précise : *« Notre mouvement est avant tout une école de formation de cadres : ils sont recherchés, spécialistes de « l'agit-prop' ». Nous assumons un rôle d'aiguillon vis-à-vis- du FN. Il est d'autant plus normal que d'anciens identitaires rejoignent Marine Le Pen que le vote FN est un vote identitaire »*.



L'extrême droite est antisociale et anti-syndicale

« Je refuse cette politique socialisante qui veut que l'on déverse des millions d'euros vers ces quartiers en nous faisant croire que cela va changer la nature de celles et ceux qui y habitent. Je refuse que les deniers publics soient utilisés dans ces zones criminogènes [...] Il n'y a pas beaucoup de Scandinaves dans ces quartiers de Marseille. »

Stéphane Ravier, maire FN des 13^e et 14^e arrondissements de Marseille

« Quelques syndicalistes sans éducation, privilégiés, aigris et sectaires, dont le comportement n'a rien à envier à celui des racailles. »

Julien Sanchez maire FN de Beaucaire

Dès son arrivée dans certaines mairies, le FN a pris des mesures antisociales. Ainsi, Joris Hébard, maire FN du Pontet, a décidé de la fin de la gratuité de la cantine pour les familles démunies, histoire de « responsabiliser les familles. »

À Villers-Cotterêts, le maire FN Franck Briffaut a fait augmenter le prix du repas à la cantine de un euro pour atteindre 2,5 euros. Pour une famille monoparentale à faibles revenus, avec deux enfants scolarisés, cela peut représenter 20 % de ses revenus. « Une personne au RSA peut venir chercher son enfant à l'école car il ne travaille pas » explique la mairie...

A Hayange, le maire FN Fabien Engelmann a lui mis fin à la gratuité des transports scolaires.

Robert Ménard, maire apparenté FN de Béziers, décide d'exclure des activités périscolaires les enfants dont au moins l'un des deux parents ne travaille pas ou est au chômage.

Julien Sanchez, maire FN de Beaucaire, a été très clair pour justifier la fermeture de la « Maison du vivre ensemble » : « Si ces personnes ont besoin de soutien parce qu'elles ne parlent pas français, ce n'est pas mon problème. »

Dans la même logique, Stéphane Ravier, maire FN des 13^e et 14^e arrondissements de Marseille, a voté contre ou s'est abstenu sur tous les budgets sociaux proposés : la subvention au « contrat enfant jeunesse » – un cofinancement de structures d'accueil d'enfants ou d'adolescents – crèches, centres de loisirs, associations d'initiation à la musique ou au théâtre – avec la Caisse d'allocations familiales ; les aides au fonctionnement des centres sociaux ; l'aide à la réhabilitation de logements sociaux...

Toute cette logique provient du programme même du FN. Ainsi, celui-ci prévoit ainsi 15 milliards d'économies dans la Santé. Et comment faire ces économies ? En créant un « secrétariat d'Etat à la lutte contre la fraude » et en luttant contre les « arrêts de confort et autres abus ». Bref, ce sont les salarié-e-s (et non pas les entreprises qui sont à l'origine de la très grande majorité des « abus ») qui subiront les foudres du FN.

Et concernant les 35h ? Marine Le Pen, présidente du FN, considère qu'elles « ont été une erreur majeure » et demande le retour aux 39h payées... 35.

En tant qu'employeur, le FN n'hésite pas à sur-utiliser les contrats aidés voire à prendre des initiatives contraires aux intérêts des personnels : ainsi, Julien Sanchez, maire FN de Beaucaire, fait diminuer la prime de fin d'année versée à tous les personnels dès 6 jours d'absence dans l'année et le temps de travail a été porté à... 36h 36min 36sec par semaine...



Les syndicats CGT et FO de la ville précisent que le maire « *impose ainsi au personnel un volant d'heures supplémentaires, gratuites et obligatoires [...], bafouant au passage la loi sur les 35 heures* ».

Le maire FN du Pontet a tout simplement annulé une prime équivalente du treizième mois pour les employés municipaux.

Quant à Fabien Engelmans, maire FN d'Hayange, il a une vision très particulière du droit syndical avec cette note envoyée à tous les personnels : « *Le devoir de réserve vous impose, même en dehors de votre service, de vous exprimer avec retenue.* » En cas de non-respect de cette règle, il sera mis en place des « *procédures disciplinaires* ».

A Beaucaire, Julien Sanchez maire FN, a insulté dans la presse (des « *racailles* ») les enseignant-e-s qui ont refusé de lui serrer la main et ont lu une déclaration. Il a été condamné en première instance pour injures publiques mais relaxé en appel, la juge considérant que ces insultes faisaient partie du débat public « normal » (un pourvoi en cassation est en cours). Le maire FN de Beaucaire et son premier adjoint ont alors contre-attaqué en poursuivant une militante de la CGT Educ'Action, pour outrage à personne dépositaire de l'autorité publique. Son seul tort ? Avoir lu, au nom des personnels, une déclaration faisant référence au FN comme un parti raciste.

Florian Philippot, vice-président du FN, définit ainsi le dialogue social : « *Il n'existe quasiment pas, non pas en raison du blocage du patronat mais par la faute des syndicats* »....

**LA CGT
COMBAT
LE F. HAINE**



Des outils pour combattre les idées de l'extrême droite

Le meilleur outil est le débat avec les salarié-e-s, les privé-e-s d'emploi et les retraité-e-s. Les différentes publications proposées par la CGT donnent des armes mais c'est d'abord en allant au devant des débats, donc au devant des idées propagées par l'extrême droite, que nous la combattons.

Il s'agit aussi de construire une société plus juste, plus solidaire, où l'étranger n'est pas le bouc-émissaire, où le vivre-ensemble est une réponse à l'injustice.

En ce sens, lutter contre les idées de l'extrême-droite c'est aussi lutter contre les gouvernements et le patronat qui cassent le lien social et veulent nous imposer un monde où les valeurs sont la concurrence et la peur.



La CGT propose sur son site internet (www.cgt.fr) des fiches argumentées sur le fond du programme de l'extrême droite. Elle propose aussi des témoignages de camarades.

Un numéro spécial de la NVO a été édité, il peut être commandé en ligne.

Un « 4 pages » spécial du journal « Ensemble » est joint à notre document.



Un ouvrage, co-édité de manière unitaire, a été rédigé permettant d'avoir des arguments de fond pour contrer les « idées fausses propagées par l'extrême droite ». Cet ouvrage peut être commandé en ligne sur le site de la NVO.



La FERC-CGT propose une formation syndicale « Combattre syndicalement l'extrême-droite ». Si vous souhaitez l'organiser dans votre syndicat, n'hésitez pas à nous contacter.



Plusieurs collectifs locaux VISA existent, en plus du collectif national. VISA propose de nombreuses publications (à commander en ligne : www.visa-isa.org) et organise des formations.

La FERC-CGT est membre de VISA.



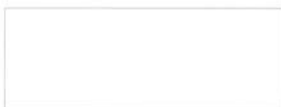
Ne vous tirez pas une balle dans le pied !

ARTICLE 1 : TRAVAILLE !
ARTICLE 2 : FERME -LÀ ...

Le FN veut arracher des pages du Code du travail et en rajouter au Code pénal !

Wings

Pas une voix pour le FN !



<http://www.visa-isa.org>
assovisabis@gmail.com
Association Visa



Fédération Éducation Recherche et Culture CGT ferc@cgt.fr www.ferc.cgt.fr

263 rue de Paris (case 544) 93515 Montreuil cedex TEL. 01 55 82 76 12

14



Union
syndicale
Solidaires

Le syndicat
étudiant
unef

UNL
LA VOIX LYCÉENNE

FIDL
LE SYNDICAT LYCÉEN



Uni-e-s contre l'extrême droite

Appel national pour faire face à l'extrême droite

La journée de travail du 29 janvier 2014, sous forme de huit ateliers autour de thématiques diverses, a réuni plus de 600 syndicalistes. Cette initiative nationale inédite s'est conclue par un meeting avec l'expression des premiers responsables. Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et Fidl lancent **un appel national pour faire face à l'extrême droite**.

Dans un contexte européen marqué par la remontée de courants d'extrême droite, où la France n'est pas épargnée comme en témoignent les mobilisations réactionnaires qui se développent, nos organisations restent déterminées à combattre les idées, les propos et les pratiques xénophobes, homophobes, sexistes, racistes et antirépublicaines.

C'est notamment parce que la montée des idées et de l'influence de l'extrême droite, et particulièrement du Front national, impacte de plus en plus le monde du travail et l'ensemble de la société que le mouvement syndical est concerné et doit prendre ses responsabilités. Nous savons que l'absence d'alternatives à la crise, l'aggravation de la situation sociale subies par les travailleurs de toutes origines, du privé comme du public, mais aussi par les chômeurs, les jeunes et les retraités fournissent un terreau exploité par l'extrême droite.

Nos organisations syndicales s'engagent à lutter contre l'imposture sociale de l'extrême droite. Nous décidons d'une campagne de longue durée marquée par des initiatives larges communes dans les entreprises, les administrations, les services publics et les universités, appuyée sur un travail concret de terrain. Nous décidons d'agir ensemble dans la durée et de nous doter d'outils et de moyens permanents pour faire face à l'extrême droite. D'ores et déjà, dans les semaines qui viennent, des initiatives unitaires s'organisent dans plusieurs régions.

Notre travail s'inscrit dans le prolongement de l'appel « La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme », signé en mars 2011.

Nos organisations, CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et Fidl, appellent toutes les organisations syndicales à rassembler leurs forces contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques, à nous retrouver pour poursuivre cet engagement.



Fédération Éducation Recherche et Culture CGT ferc@cgt.fr www.ferc.cgt.fr

263 rue de Paris (case 544) 93515 Montreuil cedex TEL. 01 55 82 76 12

15

Les valeurs de la CGT sont à l'exact opposé de celles de l'extrême-droite.

Deux exemples :

- Fabien Engelmann, maire FN d'Hayange considère que la religion musulmane est une « *idéologie mahométane [...] sectaire et en totale contradiction avec notre constitution.* » --
- Robert Ménard, maire apparenté FN de Béziers, a accueilli les migrant-e-s fuyant la guerre avec sa police municipale et un « *Vous n'êtes pas les bienvenus, vous devez partir !* »

La FERC CGT lutte...

À l'instar de la CGT dans ses principes fondateurs, la FERC-CGT entend lutter contre l'ensemble des discriminations, quelle qu'en soit la nature, qu'elles soient prohibées et inscrites dans les critères de la loi ou qu'elles soient encore « légales ».

La FERC-CGT et ses organisations balisent les chemins de la connaissance, ouvrent à la compréhension du monde, à la solidarité, participent à l'instauration de la justice sociale, constituent des remparts à la reproduction des inégalités.

Dans une perspective d'émancipation et de progrès social pour toutes et tous, la FERC-CGT combat notamment les inégalités de sexes, les idées et comportements sexistes, les stéréotypes culturels qui tendent à justifier et perpétuer les inégalités entre les femmes et les hommes.

Nous agissons pour :

- **créer le débat permanent avec l'ensemble des personnels pour élaborer en commun des revendications ;**
- **travailler à l'unité d'action pour défendre nos acquis et gagner sur nos revendications.**

www.ferc.cgt.fr

mars 2016

Je souhaite prendre contact avec la FERC-CGT

Nom, Prénom :

Mèl : @

Téléphone :

Métier :

Lieu d'exercice :



Fédération Éducation Recherche et Culture CGT ferc@cgt.fr www.ferc.cgt.fr

263 rue de Paris (case 544) 93515 Montreuil cedex TEL. 01 55 82 76 12

16